

La malbouffe radioactive

Comment on nous prépare à manger des produits contaminés en cas de catastrophe nucléaire en France

L'Observatoire du nucléaire diffuse ce jour une enquête édifiante qui montre de quelle manière les autorités françaises nous préparent, en cas de catastrophe nucléaire en France, à consommer des produits contaminés.

L'objectif est double : préserver les intérêts du lobby agro-productiviste (qui ne veut écouler ses productions, même si elles sont contaminées) et, dans le même temps, accréditer l'idée que l'on peut continuer à vivre presque normalement en zones contaminées. Et donc que, finalement, une catastrophe nucléaire ne justifierait pas de remettre en cause l'industrie nucléaire.

C'est ainsi que les entreprises du nucléaire (EDF, Areva, CEA) et l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), appuyés par le lobby agro-productiviste (FNSEA et structures associées), organisent depuis plusieurs années de curieux programmes.

Des programmes "scientifiques" en Biélorussie dans les zones contaminées par la catastrophe de Tchernobyl, et des programmes visant à transposer à la France, pour le cas où une catastrophe nucléaire s'y produirait, les "enseignements" de ces curieuses études. Des simulations sont d'ailleurs déjà organisées en France, par exemple dans l'Aube.

Cette enquête a été menée en 2005 mais ses conclusions sont hélas d'une brûlante actualité. Une catastrophe nucléaire est en cours au Japon, mais une autre est possible à chaque instant en France. Les autorités s'y préparent... de la pire des façons : pour empêcher quoi qu'il arrive la remise en cause du nucléaire français.

La malbouffe radioactive

Qui veut écouler les productions agricoles contaminées par un accident nucléaire ?

Autopsie des programmes Ethos, Core, Sage, Farming

Il y a eu Tchernobyl. Et il y aura peut-être bientôt un nouveau désastre nucléaire, que ce soit aux Usa, au Japon, en Europe et particulièrement en France, royaume de l'atome. Pessimisme ? Catastrophisme ? En tout cas, il y a des organismes qui se préparent très sérieusement à une si dramatique hypothèse.

Surprise : il s'agit principalement... des entreprises du nucléaire et des autorités. Il est vrai qu'elles sont certainement mieux informées que quiconque de l'aggravation du risque nucléaire : les centrales vieillissent, elle sont soumises à des plans de restrictions budgétaires, elles sont inadaptées au risque sismiques...

Ainsi, divers programmes ont été mis en place pour :

- manipuler et minimiser les informations sur les conséquences de Tchernobyl
- préparer l'éventualité d'un accident nucléaire en Europe de l'Ouest et particulièrement en France

Fait notable, **le lobby agro-productiviste, lié à la FNSEA**, est partie prenante de ces programmes. Objectif : empêcher la destruction des productions agricoles contaminées par un accident nucléaire et imposer le postulat que ces productions seraient consommables sans danger (!) et/ou exportables.

DES PROGRAMMES POUR ECOULER LES PRODUCTIONS AGRICOLES CONTAMINEES

Peut-être doutez-vous que de si machiavéliques projets puissent exister. Alors prenez connaissance de **Farming** (**F**ood and **A**griculture **R**estoration **M**anagement **I**nvolving **N**etworked **G**roups ; www.ec-farming.net). Il s'agit d'un programme financé par la commission européenne dont l'objectif est de mettre en place "*un groupe de travail qui, en cas d'accident nucléaire affectant l'agriculture, l'alimentation et la vie rurale en France, pourrait fournir des données pour des décisions stratégiques*", mais aussi de travailler sur "*deux problèmes clé : la gestion des produits alimentaires contaminés après un accident ; et les stratégies pour un retour des territoires à la production agricole tout en minimisant les quantités de déchets générés*".

Ces "*décisions stratégiques*" concernant les "*déchets générés*" (c'est-à-dire les productions agricoles contaminées) consistent à en minimiser la quantité... en décrétant que la plus grande part de ces productions peut être consommée. Voir ici : www.ec-farming.net/stakeholderpage/french_stake ; cliquer sur "Présentation de Farming" (sic !) Notons aussi que la liste des participants français au programme Farming est édifiante (Voir ici : www.ec-farming.net/stakeholderpage/french_stake ; cliquer sur "Farming-D16 French report").

On trouve des représentants :

- du lobby agro-productiviste : **FNSEA**, **INAPG** (Institut National Agronomique Paris Grignon), **Sol et Civilisation**, mais aussi la **Sopexa** (www.e-sopexa.com/francais/index.html), une structure spécialisée dans...**l'exportation des production agricoles françaises !** ; (Voir annexe)
- du **CEPN** qui regroupe **EDF**, **Areva-Cogéma**, **l'Irsn** (Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire) et le **CEA** (Commissariat à l'énergie atomique). Cf www.cepn.asso.fr
- de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (**AFSSA**) qui se prépare à cautionner la consommation de produits contaminés
- et bien sûr de l'Etat avec le ministère de l'agriculture mais aussi les ministères... de l'Intérieur et de la Défense, ce qui montre bien que l'affaire est importante... et sensible.

LES FRANÇAIS AU POUVOIR DANS LES ZONES CONTAMINÉES PAR TCHERNOBYL

Mais, avant de lancer le programme Farming, et pour pouvoir "justifier" la mise à la consommation de produits contaminés, un long travail de désinformation a été mené dans les zones contaminées par la catastrophe de Tchernobyl. Problème : même si le nuage radioactif a traversé une grande partie de l'Europe, ce sont l'Ukraine et surtout la Biélorussie qui ont été les plus touchées.

Or, c'est en Europe de l'Ouest, que le lobby nucléaire est le plus puissant, en particulier en France avec **EDF**, la **Cogéma** (désormais composante du groupe **Areva**), le Commissariat à l'énergie atomique (**CEA**), ou l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (**IRSN**).

Qu'à cela ne tienne : ces quatre puissantes structures sont unies dans le **CEPN** ("*Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire*" ; www.cepn.asso.fr) qui leur sert de véritable cheval de Troie pour s'imposer partout où leurs intérêts sont en jeu.

Le **CEPN** a ainsi mis en œuvre, dans les zones contaminées par la catastrophe de Tchernobyl, des programmes (**Ethos**, **Core**) dont la finalité dépasse l'entendement : la meilleure défense étant l'attaque, le lobby nucléaire veut imposer dans l'opinion un certain nombre de contrevérités :

- les conséquences d'un désastre nucléaire seraient bien moins graves qu'on ne le pense généralement
- seule une petite zone géographique devrait être évacuée
- vivre en zone contaminée serait tout à fait possible
- consommer des produits contaminés ne serait pas dangereux (à condition tout de même de prendre quelques précautions !)
- la plupart des maladies dans les zones contaminées sont en réalité... psychosomatiques ! Elles ne seraient pas dues à la radioactivité mais à un choc psychologique post-catastrophe...

Sur ce dernier point, Francis Sorin, directeur du pôle information de la Société Française d'Énergie Nucléaire (la SFEN, www.sfen.org , qui regroupe plusieurs milliers de cadres de l'industrie nucléaire), explique sans plaisanter le 4 décembre 2004 dans l'Yonne Républicaine : "*L'accident a été un drame pour les populations résidentes avec l'apparition incontestable de pathologies notamment psychosomatiques avec troubles cardiaques, maladies digestives, anxiété.*" Affligeant.

LE ROLE DU LOBBY AGRO-PRODUCTIVISTE

Il est tout à fait intéressant de noter que le lobby agro-productiviste, en particulier le lobby des grands céréaliers français, est présent dès le lancement du programme **Ethos**, par l'intermédiaire de l'*Institut National d'Agronomie de Paris-Grignon (INAPG)*, vite rejoint par l'association **Sols et civilisation** : "*La deuxième phase du projet (2000-2001), co-financée par la Commission Européenne, le Ministère Suisse des Affaires Etrangères, l'Institut de Protection et de Sécurité Nucléaire, l'association Sol et Civilisation, ainsi qu' Electricité de France et COGEMA*" (www.cepn.asso.fr/fr/ethos.html).

Sol et civilisation est une émanation des grandes structures agro-productivistes, fortement liée à la FNSEA. (voir ici : www.soletcivilisation.fr). D'ailleurs, le programme **Core** a été rejoint par le groupe **FERT** (Formation, Épanouissement, Renouveau de la Terre), dirigée par Gérard de Caffarelli, ancien président de la FNSEA, et dont le Directeur du développement est un dénommé Michel Mollard, ingénieur Agronome à... l'INAPG.

Sur le site web www.fert.fr, on peut lire que "*FERT s'appuie sur les ressources humaines du groupe Les Céréaliers de France (...) FERT confie la gestion technique des projets qu'elle appuie à sa filiale FERTILE, S.A. au capital de 7.500.000 FRF, principaux actionnaires : FERT, UNIGRAINS, Sol et Civilisation.*"

Ces riches structures imposent en France l'agriculture productiviste, extrêmement polluante, fortement subventionnée et exportatrice (entre autre au détriment des productions locales des pays du Sud). Elles ne cachent par ailleurs pas leur soutien aux OGM (voir annexe) dont la problématique est fortement comparable à celle du nucléaire.

Mais cette analogie ne suffit pas à expliquer que le lobby de l'agriculture productiviste prenne la peine (et l'argent) de financer et participer à différents programmes comme Ethos ou Core. Cet engagement semble clairement lié au problème de l'écoulement des productions agricoles contaminées en cas d'accident nucléaire en Europe de l'Ouest et particulièrement en France.

D'ailleurs, comme par hasard, Core décrète que l'on peut consommer des produits contaminés... à condition de prendre quelques précautions et surtout de nier les graves conséquences sur la santé de la contamination (ingestion de particules radioactives).

Ainsi, sur son site web, FERT valorise sa participation à Core "*depuis 2001*" et explique : "*Le programme d'amélioration de la qualité radiologique et de l'économie de la production de pommes de terre dans les territoires contaminés (...) a permis de diffuser des techniques qui ont contribué à l'amélioration de la qualité radiologique de 25 à 30% et à un accroissement des rendements de 250%.*"

Bon appétit : vous reprendrez bien un peu de ces aliments contaminés à "seulement" 70%. Et vous en reprendrez bien 2,5 fois plus : c'est fou ce que ça pousse bien en zone contaminée ! Par ailleurs, sur le site web de l'IRSN on peut lire : "*En Ukraine, sur la plus grande partie des territoires contaminés, les entreprises agricoles et les particuliers produisent des produits alimentaires conformes aux normes en vigueur depuis le 25 juin 1997 (pour le 137Cs : 100 Bq/l pour les produits laitiers, 200 Bq/kg pour la viande, 20 Bq/kg pour les pommes de terre et le pain).*" (Voir annexe).

Le même texte explique que seuls 90 000 hectares sont exclus de toute production agricole alors qu'il y a au moins 8 millions d'hectares de terres contaminées. A peine 1% des terres contaminées sont donc exclues de production agricole. Voilà un rapport qui doit convenir aux grands producteurs agricoles dans l'hypothèse d'un accident nucléaire en France.

VIVEZ "HEUREUX" EN ZONE CONTAMINÉE

Le Pr Bandajevski a mené des recherches en Biélorussie montrant les conséquences dramatiques de l'ingestion de produits contaminés (même faiblement) par le césium. Il a été condamné en juin 2001 à 8 ans de réclusion, ce qui n'empêche pas les membres du programme **Core** de coopérer "fructueusement" avec les autorités de la dictature Biélorusse. Notons encore que l'INAPG participe à Farming par l'intermédiaire de plusieurs responsables dont Henry Ollagnon... déjà engagé dans **Core** !

D'ailleurs, l'INAPG revendique la connexion entre ces différents programmes : "*INAPG, contractor/ in charge of the French Farming group, was then relied on its experiences within the framework of the projects towards the "rehabilitation of the living conditions in the contaminated territories of Belarus following the accident of Tchernobyl" (projects Ethos 1 and 2, then project Core)*" et avoue l'implication de la FNSEA, des grands producteurs de lait et du lobby nucléaire dont l'incontournable CEPN : "*This process, for which the INAPG played the role of facilitator, joined together, in addition to the French farmers national association (FNSEA), the National Milk Producers Federation (FNPL), the Nuclear Protection Evaluation Centre (CEPN) and the Institute for Radiological Protection and Nuclear Safety (IRSN), ten institutes and technical national centers for agriculture.*"

Parallèlement au programme Farming, un autre programme est mis en œuvre pour nous apprendre à vivre "normalement" en zones contaminées. Il s'agit de **SAGE** (*Strategies And Guidance for establishing a practical radiation protection culture in Europe in case of long term radioactive contamination after a nuclear accident*. En français : "*Stratégies pour le développement d'une culture de protection radiologique pratique en Europe en cas de contamination radioactive a long terme suite a un accident nucléaire*").

Sur le site Internet dédié (www.ec-sage.net), on peut lire "*A l'issue du Projet Ethos, la Commission Européenne a reconnu l'intérêt d'engager une réflexion sur les conditions et les moyens d'application de la démarche pour l'Europe occidentale et, à cette fin, soutient le projet Sage. Ce dernier vise à élaborer un cadre stratégique pour le développement d'une culture de protection radiologique pratique en cas de contamination radioactive à long terme, aussi faible soit elle, suite à un accident nucléaire ou tout autre événement ayant entraîné une dispersion de radioactivité dans l'environnement.*"

D'ailleurs, nous ne devrions pas tarder à découvrir comment vivre heureux en zone contaminée puisque "*Le CEPN organise les 14 et 15 Mars 2005 un séminaire européen intitulé "Surveillance radiologique et culture pratique de radioprotection pour les populations habitant dans les territoires contaminés à long terme", pour présenter les résultats du projet Sage*"

Des "travaux pratiques" ont d'ores et déjà été mis en œuvre, dans le département de l'Aube (voir ici : www.cc-pays-de-gex.fr/assoc/atsr-ri/c_grenoble/conf15.pdf). Il faut dire que c'est un département quasiment colonisé par l'industrie nucléaire avec la centrale nucléaire de Nogent et surtout les sites de stockage des déchets nucléaires de Soulaing et de Morvilliers.

Extraits : "*A la demande du Préfet de l'Aube, différents groupes de travail se sont intéressés aux conséquences et à la gestion d'un accident nucléaire fictif sur la centrale de Nogent-sur-Seine. Le groupe «Décontamination des sols et chaîne alimentaire», animé par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et composé de représentants de la Direction Départementale des Services Vétérinaires, de la Chambre Départementale d'Agriculture et de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN) a analysé les conséquences d'un accident fictif sur l'agriculture locale afin d'élaborer des stratégies de gestion post-accidentelle des productions animales et végétales contaminées et de réhabilitation de l'espace agricole.*" (Voir document complet en annexe).

LES INITIATEURS SE CACHENT DERRIERE LA "SOCIETE CIVILE"...

Le lobby nucléaire est à l'origine des programmes de désinformation "post-Tchernobyl", à commencer par le premier d'entre eux, Ethos. On peut d'ailleurs lire sur le site web du CEPN : "*Le projet Ethos a été mis en œuvre par une équipe de recherche impliquant quatre organismes scientifiques : le Centre d'étude sur l'Evaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire (CEPN), l'Institut National d'Agronomie de Paris-Grignon (INAPG), l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) et le groupe d'étude Mutadis (gestion sociale du risque) qui assurait la coordination scientifique.*" (www.cepn.asso.fr/fr/ethos.html).

Rapidement rejoint par le lobby agro-productiviste, le lobby nucléaire a inlassablement travaillé à l'intégration continue de nouveaux partenaires d'horizons divers (sociologues, associations, médecins, ONG, établissements scolaires, etc.).

Ainsi, peu à peu, Ethos et Core n'apparaissent plus comme l'émanation du lobby nucléaire mais comme des programmes pluridisciplinaires, humanitaires et humanistes. Le fin du fin a été atteint à partir de la fin 2004 : des conférences de présentation du programme Core sont maintenant animées par les seules associations ou organismes "de la société civile": le lobby nucléaire n'a même plus besoin de se déplacer ni d'apparaître, ce qui éveillerait légitimement les soupçons. Les documents diffusés comportent simplement, parmi une longue liste, le sigle CEPN dont presque personne ne sait qui il cache.

Ainsi, le 26 novembre 2004 à Bordeaux, une conférence intitulée "Tchernobyl et les villages oubliés" a été organisée et présentée par des associations participant au programme Core qui a été évoqué et vanté avec insistance, sans que jamais la responsabilité totale de l'industrie nucléaire, ni même sa présence dans ce programme ne soit évoquée. Cet "oubli" a été rectifié par des militants antinucléaires qui ont pu se rendre à cette conférence, mais on peut légitimement craindre que le subterfuge ne fonctionne en d'autres occasions.

Notons aussi le rôle que joue le ministère des affaires étrangères de Suisse, qui a intégré Ethos et Core et les subventionne : questionnés sur leur présence dans ces programmes, plusieurs associations et organismes jurent qu'ils sont invités et financés par ce ministère Suisse et qu'ils n'ont aucun lien avec le lobby nucléaire.

Pourtant, nous savons par exemple que *"la deuxième phase du projet Ethos (2000-2001) a été co-financée par la Commission Européenne, le Ministère Suisse des Affaires Etrangères, l'Institut de Protection et de Sécurité Nucléaire, l'association Sol et Civilisation, ainsi qu'EDF et COGEMA."* (cf www.cepn.asso.fr/fr/ethos.html). Ces différentes structures sont bel et bien unies dans la mise en œuvre de leurs projets et il est un peu trop facile de ne prétendre être invité que par les Suisses.

Enfin, le lobby nucléaire a atteint son objectif principal : il ne ressort **jamais** des programmes Core et Ethos, ne serait-ce que sous forme d'hypothèse, que la sortie du nucléaire serait un bon moyen pour éviter une nouvelle catastrophe nucléaire. Le discours qui est tenu est que, quoi que l'on en pense, le nucléaire est là et qu'il faut faire avec. Que le risque nucléaire est là et qu'il faut l'accepter. Que la catastrophe nucléaire est possible, voire probable... et donc qu'il faut s'y préparer !

FAUT-IL SE PREPARER À LA CATASTROPHE NUCLEAIRE ?

On nous dit que le danger est là et qu'il n'est pas inutile de se préparer au pire. A cette remarque qui peut sembler de bon sens, nous répondons plusieurs choses :

- l'expérience montre que rien ne peut vraiment limiter les conséquences d'une catastrophe nucléaire. La mise en œuvre de programmes comme Sage et Farming pourra certainement sauver des intérêts économiques, industriels, politiques. Mais cela ne protégera en rien les populations. Que faire contre un nuage comme celui de Tchernobyl ?

- des questions fondamentales ne reçoivent jamais de réponse : à Tchernobyl, 800 000 liquidateurs se sont sacrifiés pour stopper la catastrophe. Qui ira si une nouvelle catastrophe nucléaire se produit ? Par ailleurs, comment évacuer des millions de personnes ? Et où les évacuer ?

- les programmes de "réhabilitation" des zones contaminées reposent sur deux graves mensonges : d'abord, il existerait un seuil en dessous duquel une dose de radioactivité ne serait pas dangereuse. Or, un tel seuil n'a jamais été démontré. Ensuite, l'ingestion de particules radioactives, c'est-à-dire la contamination, ne serait pas particulièrement grave. Or, nous l'avons déjà mentionné, le Pr biélorusse Bandajewski a démontré exactement le contraire auprès des enfants vivant dans les zones contaminées. Ces enfants sont atteints de maladies qui n'affectent normalement que des personnes âgées (foie, cœur, rhumatismes, etc.), leurs organes étant gravement endommagés par le césium ingéré.

- pire : il existe des dizaines de produits de fission contenus dans un nuage de type Tchernobyl. On sait bien qu'ils sont radioactifs mais la plupart sont des éléments artificiels dont on ne connaît pas le comportement chimique dans l'organisme et les effets en cas d'ingestion. Pour le Césium, Bandajewski a commencé à montrer que les conséquences sont graves. Qu'en est-il de l'américium ? De l'actinium ? Du neptunium ? Etc. De fait, prétendre qu'on peut tolérer ces produits dans l'alimentation tant humaine qu'animale, même en quantité limitées, sans en avoir mesuré les conséquences n'est ni plus ni moins qu'un crime. On pourrait même parler d'empoisonnement avec préméditation, comme dans l'affaire du sang contaminé.

- de fait, les distributions de pastilles d'iode sont dérisoires : elles ne protègent que de l'Iode radioactif – et encore, dans certaines conditions précises qui risquent bien de ne pas être respectées en situation de panique. Mais les pastilles d'iode ne protègent en rien de tous les autres produits. Pastilles ou non, les personnes situées à proximité de l'accident nucléaire mourront en quelques heures ou quelques jours, et de millions d'autres seront touchées. Les distributions de pastilles servent surtout à abuser les citoyens en leur faisant croire qu'ils sont protégés.

- c'est la même chose pour les exercices et autres simulations d'accident qui sont ridicules : un nuage radioactif restera-t-il dans le périmètre de 10 kilomètres concerné par les exercices officiels alors que celui de Tchernobyl a, lui, traversé toute l'Europe... Il est clair que rien ne se passera comme prévu en cas de véritable catastrophe : les exercices ne peuvent reproduire les réactions de panique. La majorité des gens auront la réaction naturelle de tenter de s'échapper en voiture avec leur famille. Imaginez-vous dans un embouteillage gigantesque, et le nuage radioactif qui arrive...

- enfin, nous considérons qu'il est choquant, scandaleux, inhumain et criminel de se positionner dans l'hypothèse du désastre nucléaire. La seule chose sérieuse à faire est d'éviter par tous les moyens qu'un nouveau Tchernobyl ne se produise. Et la seule solution réelle est de fermer au plus vite toutes les installations nucléaires. Cela ne fera d'ailleurs pas disparaître tous les problèmes, en particulier pas les déchets radioactifs, mais ce sera déjà un grand progrès pour la planète et pour l'humanité.

Conclusion

Dans les mois à venir, le lobby nucléaire va tenter d'imposer plusieurs projets indispensables à sa perpétuation : l'enfouissement des déchets nucléaires (à Bure dans la Meuse, pour imposer comme en Finlande l'idée que la question des déchets "haute activité vie longue" est réglée) ; un ou plusieurs réacteurs nucléaires EPR dont une tête de série à Flamanville (Basse-Normandie) ; une nouvelle usine de production du combustible nucléaire (usine Georges Besse 2, en remplacement de la première, vieillissante, située à Pierrelatte dans la Drôme).

Parallèlement, les centrales nucléaires actuelles sont vieillissantes alors que les budgets de maintenance subissent d'importantes restrictions budgétaires : les risques d'accident nucléaire, voire même de catastrophe, n'ont jamais été aussi élevés. Le lobby nucléaire (Etat, multinationales comme EDF – ex-service public – et Areva) est prêt à utiliser toutes les méthodes pour arriver à ses fins mais aussi pour survivre à un nouveau Tchernobyl. A l'approche du 20^{ème} anniversaire de ce drame (26 avril 1986), les opérations de désinformations vont se succéder : les lobbies nucléaire et agro-productiviste ont d'immenses intérêts industriels et financiers à protéger.

Il revient aux citoyens de rétablir la vérité et d'organiser la résistance, en ne perdant pas de vue que le colosse nucléaire que nous avons face à nous a des pieds d'argile. En effet, à l'échelle mondiale, l'heure de vérité approche : plus le pétrole deviendra cher, et plus apparaîtra l'incapacité du nucléaire à représenter une alternative.

En effet, les réserves planétaires d'uranium – le combustible qui "nourrit" les réacteurs nucléaires – seront épuisées vers 2050, et bien plus tôt encore en cas d'augmentation du nombre de réacteurs nucléaires sur la planète. Aucun "miracle" ne permettra à l'industrie nucléaire d'éviter cette fin inéluctable : après l'échec criant de Superphénix, la filière du retraitement des déchets montre son incapacité à relever le défi... tout en démultipliant les risques.

Le nucléaire, manifestement incapable "sauver" l'humanité du réchauffement climatique et de la montée du prix du pétrole, doit redevenir aux yeux de l'opinion ce qu'il n'a jamais cessé d'être à nos yeux : une industrie injustifiable qui doit disparaître au plus vite.

Stéphane Lhomme – Février 2005

(Stéphane Lhomme est aujourd'hui Président de l'Observatoire du nucléaire)

ANNEXES

Annexe 1 : Ecouler des productions agricoles contaminées

a) Le groupe "Les céréaliers de France"

"Les Céréaliéristes de France" : AGPB, AGPM, ITCF et UNIGRAINS, *"plus de 500 cadres, ingénieurs et économistes"* (www.cerealiers-france.com) :

- Créée dans les années 1960 par les céréaliers français, *"UNIGRAINS est une société financière spécialisée dont l'activité d'investisseur s'exerce spécifiquement dans les entreprises agroalimentaires et agro-industrielles, dans les biotechnologies et dans les services connexes"*. (www.unigrains.fr/fr/presentation).

- L'AGPB et l'AGPM sont respectivement l'*Association générale des producteurs de Blé et autres céréales* (www.agpb.fr) et l'*Association générale des producteurs de maïs* (www.agpm.com).

- L'ITCF, aussi appelé Arvalis, est l'Institut technique des céréales et du fourrage (www.arvalisinstitutduvegetal.fr) qui fait la promotion des innovations technologiques comme... les OGM.

Commentaires

Le Directeur général délégué d'UNIGRAINS est M. Philippe Ducroquet, par ailleurs... membre du Conseil d'administration de la FNSEA. L'AGPM et l'ITCF sont présidés par M. Christophe Terrain qui est... lui aussi membre du Conseil d'administration de la FNSEA. De nombreux autres éléments montrent l'étonnante confusion entre les activités du syndicat FNSEA et celles des organisations professionnelles.

Exemple : *"Dans le cadre des négociations de l'OMC qui débutent dans quelques jours à Seattle, Christophe TERRAIN, Président de l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM) et de la Confédération européenne des producteurs de maïs (CEPM) a assuré Luc GUYAU, Président de la FNSEA, du soutien indéfectible des organisations qu'il représente"*.

Dans le même texte (www.fnsea.fr/actualites/actu_suite.asp?IdArticle=433), on peut lire *"Les producteurs européens sont, dans leur ensemble, très favorables aux organismes génétiquement modifiés (OGM) qui représentent, à leurs yeux, une incontestable source de progrès à long terme, tant pour eux-mêmes que pour les consommateurs"*.

Sont liés au groupe "Les céréaliers de France" :

- **FERT** (Formation Épanouissement, Renouveau de la Terre www.fert.fr), dirigée par Gérard de Caffarelli, ancien président de la FNSEA. *"FERT s'appuie sur les ressources humaines du groupe Les Céréaliéristes de France. FERT confie la gestion technique des projets qu'elle appuie à sa filiale FERTILE (S.A. au capital de 7.500.000 FRF, principaux actionnaires : Association FERT, UNIGRAINS, Sol et Civilisation."*

FERT et Sol et civilisation participent aux programmes Ethos et Core.

- **France Export Céréales** (www.franceexportcereales.org), une association constituée et financée par les producteurs français de céréales pour promouvoir leurs productions sur les marchés internationaux.

A connaître aussi, la **Sopexa**. *"Spécialiste du marketing et de la communication alimentaire, Sopexa intervient en tant que conseil de l'Etat en matière de promotion des produits agricoles et alimentaires français. Par ailleurs, elle conçoit et met en place pour le compte de ses clients - entreprises et filières agroalimentaires- des campagnes de communication valorisant leurs produits et leurs marques "made in France" sur tous les marchés"* (www.e-sopexa.com).

Comme par hasard, Sopexa fait partie du programme Farming : il s'agit d'exporter coût que coûte... même des productions contaminées ! Il faut dire que la Sopexa a un chiffre d'affaire (chiffres 2003) de 65 millions d'euros réalisé à 80% à l'exportation...

En fin de compte, rien d'étonnant à ce que des structures qui veulent faire le "bonheur" de l'humanité avec les OGM soient prêtes à en faire de même **en écoulant des produits agricoles contaminés**.

Annexe 1 : Ecouler des productions agricoles contaminées

b) Ce qu'en dit l'IRSN

www.irsn.org/vf/05_inf/05_inf_1dossiers/05_inf_17_tcherno/pdf/Tcherno17_chap3.pdf

Extrait :

Contamination des produits agricoles en Ukraine.

Une grande partie des produits agricoles cultivés dans les territoires contaminés est en dessous des limites de contamination fixées par les autorités ukrainiennes, grâce aux contre-mesures appliquées. Toutefois, une partie de la production de lait, de viande, de légumes, provenant principalement de petits producteurs, reste supérieure aux limites fixées. En Ukraine, sur la plus grande partie des territoires contaminés, les entreprises agricoles et les particuliers produisent des produits alimentaires conformes aux normes en vigueur depuis le 25 juin 1997 (pour le ^{137}Cs : 100 Bq/l pour les produits laitiers, 200 Bq/kg pour la viande, 20 Bq/kg pour les pommes de terre et le pain). Depuis 1986, la contamination des végétaux a été divisée par un facteur de 2 à 4 suivant le type de sol et la nature des végétaux.

C'est la capacité du sol à fixer le césium qui est le principal paramètre dans le processus de contamination d'un végétal. C'est ce même processus que l'on retrouve dans la contamination du lait qui dépend de la contamination de l'herbe consommée par les bovins. La gestion des terres agricoles contaminées doit être extrêmement rigoureuse. Le facteur de transfert du césium d'un sol à la plante peut en effet varier considérablement (de 1 à 20) suivant la composition, la teneur organique, l'acidité et l'humidité du sol.

En Ukraine, 8,4 millions d'hectares de terres agricoles contaminées par le césium font l'objet de mesures agronomiques :

- 54 900 hectares dans la zone d'exclusion et 35 600 hectares dans les zones contaminées au delà de 555 kBq/m² sont exclus de toute activité agricole, soit un total de 90 500 hectares ;
- 30 800 hectares sont situés dans des zones contaminées entre 185 et 555 kBq/m², dont 15 000 hectares de tourbières où le transfert du sol à la plante est plus élevé pour le césium ;
- 1,1 millions d'hectares sont situés dans des zones contaminées entre 37 et 185 kBq/m² dont 99 500 hectares de tourbières ;
- 7 238 millions d'hectares sont situés dans des zones contaminées entre 3,7 et 37 kBq/m².

Depuis 1991, la moitié des doses délivrées par irradiation interne est due à la consommation de lait. Les contre-mesures ont permis de réduire les doses d'un facteur 10. La principale contre-mesure consiste à diminuer l'acidité du sol. Entre 1986 et 1998, 617 400 hectares ont été amendés afin de réduire les transferts de césium et de métaux lourds. Toutefois, ce traitement diminue également la qualité nutritive de l'herbe, et en définitive la qualité du lait. De 1986 à 1994, plus de 1,5 million d'hectares ont été amendés, permettant de diviser la contamination des produits végétaux cultivés par un facteur de 2,5 à 5.

Depuis 1994, les difficultés économiques ont entraîné une diminution de l'effort d'amendement et la contamination des produits a, en conséquence, augmenté à cause d'une carence des sols en potassium, entraînant une plus grande disponibilité du césium.

Commentaires :

- Il est absolument criminel de considérer que l'on peut consommer des produits qui contiennent du Césium 137 à hauteur de 100 Bq/l pour les produits laitiers, 200 Bq/kg pour la viande, 20 Bq/kg pour les pommes de terre et le pain. Les Pr Bandajevski et Nesterenko ont montré que le Césium s'accumule dans les organes et causent de graves maladies dont sont en particulier atteints des dizaines milliers d'enfants. Le lobby nucléaire prétend que ces maladies sont psychosomatiques.
- La conclusion ("*la contamination des produits a augmenté*" !!) est limpide : la situation, déjà inacceptable, s'aggrave au fil du temps. On nous parle de difficultés économiques mais, en réalité, il est tout simplement impossible de faire disparaître les conséquences d'une catastrophe nucléaire. Et, même si de l'argent pouvait permettre d'y arriver, on se demande bien qui voudrait dépenser des sommes pharaoniques pour sauver les populations vivant en zones contaminées. Pas les entreprises du nucléaire ou de l'agro-buisness, pas les gouvernements... Et il ne faut pas croire que cela se passera mieux en France si un accident nucléaire se produit.

Annexe 1 : Ecouler des productions agricoles contaminées

c) Le programme Farming

Présentation officielle sur www.ec-farming.net :

FARMING est un projet de recherche financé par la commission européenne dont l'objectif est de créer un réseau européen de groupes d'acteurs en vue de contribuer au développement de stratégies concrètes et pratiques pour la restauration et la gestion des zones rurales contaminées durablement. Des liens seront établis entre les organisations qui n'ont pas jusqu'à présent collectivement considéré les implications de la contamination de la chaîne alimentaire. Ce projet est conduit dans le cadre d'un programme de l'EURATOM intitulé "Préserver l'écosystème II – «Energie nucléaire»", programme d'aide à l'enseignement et à la recherche auquel a vocation à participer toute institution d'enseignement et de recherche appartenant à un Etat membre.

Des termes de références, inspirés du groupe de travail anglais, ont été validés par le comité de pilotage de FARMING (regroupant les quatre équipes européennes du projet) en mars 2001 :

1. Mettre en place des lieux, langages et procédures de rencontre et de négociation entre les organisations qui, en cas d'accident nucléaire, seraient impliqués dans les décisions d'intervention et leur application sur les systèmes agricoles, l'alimentation et la vie rurale sur le moyen et long terme.
2. Créer un forum pour la diffusion d'informations pertinentes sur les stratégies en matière agricole et alimentaire.
3. Débattre et juger de la faisabilité des différentes stratégies, comme partie d'un plan pré-accidentel, et en tirer les implications pour les pouvoirs publics, l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire; identifier les points à travailler.
4. Chercher les conditions et les moyens pour la création d'un groupe de travail qui, en cas d'accident nucléaire affectant l'agriculture, l'alimentation et la vie rurale en France, pourrait fournir des données pour des décisions stratégiques.

Les participants français : Henry Ollagnon (ISP/ INAPG), Alain Dassonville (CGGREF/ MAAPAR), Vincent Pupin (ISP/ INAPG), Thomas Jullien (ISP/ INAPG), Ambroise de Montbel (ISP/ INAPG), Stanislas Moreau (MININT/ Marn), Serge Dragna (AFSSA), Bruno Dufer (IRSN), André Oudiz (IRSN), Florence Gallay (IRSN), Brunon Cessac (IRSN), Nicolas Reales (IRSN), Jean-michel Metivier (IRSN), Eric Giry (DGAL/ MAAPAR), Isabelle Tapie (DGAL/ MAAPAR), Dominique Maison (MININT/ DGSNR), Gareth Stace (Dairy Industry association limited, DIAL/ UK), Catherine Baudoin (ACTA), Alain Mouchart (ACTA), Dorothée Briamont (FNSEA), Caroline Lataste (ITV France), Jocelyne Fouassier (SOPEXA), Samuel Lepicard (CEPN), Jacques Lochard (CEPN), Alain Le Jan (CGGREF/ MAAPAR), Paul Anthony (UNAF), Luc Champolivier (CETIOM), François Grosjean (Arvalis - Institut du végétal), Michel Leuillet (Arvalis - Institut du végétal), Frédéric Giro (ITL), Annick Delaby (FNPL), Jean-Pierre Gerondeau (CGGREF/ MAAPAR), Elisabeth Pelekhine (CGGREF/ MAAPAR), André Manfredi (DSV/ MAAPAR), André Carré (CGGREF/ MAAPAR), Michel Chazaud (Mission défense/ MAAPAR), Jean-Roch Gaillet (ONCFS), Claude Aubert (ITAVI), Michel Mollard (Sol et Civilisation), Eric Allain (DDAF Aube), Bernard Fostier (ITP)

Quelques sigles : ACTA : Association de coordination technique agricole – AFSSA : Agence française de Sécurité Sanitaire des Aliments ; Arvalis-ITCF : Institut du Végétal-Institut Technique des Céréales et des Fourrages ; CETIOM : Centre technique interprofessionnel des oléagineux métropolitain ; CGGREF : Conseil Général du Génie Rural, des Eaux et Forêts ; CNIEL : Centre National Interprofessionnel de l'Economie Laitière ; DDAF : Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ; DGAL : Direction Général de l'alimentation du MAAPAR ; MAAPAR : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales ; FNPL : Fédération Nationale des producteurs de Lait ; FNSEA : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles ; ICTA : Instituts et Centres Techniques Agricoles ; IDPA : Identification, Diagnostic, Prospective, propositions d'Actions ; ISP : Institut de Stratégies Patrimoniales ; ITAVI : Institut Technique de l'Aviculture ; ITL : Institut Technique du Lin ; ITP : Institut Technique du Porc ; ITV France : Institut Technique du Vin et de la Vigne ; MARN : Mission d'Appui à la gestion du Risque Nucléaire du MININT ; MININT : Ministère de l'Intérieur ; NRPB : National Radiological Protection Board ; ONCFS : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage ; SOPEXA : Conseil en marketing et communication alimentaire, spécialisé dans la promotion des produits français en France et à l'international ; STRATEGY : Sustainable Restoration and Long-Term Management of Contaminated Rural, Urban and Industrial Ecosystems.

Commentaire :

Nous avons évoqué largement ce programme dans le texte. Il est néanmoins intéressant de noter la présence en force des organisations de l'agriculture productiviste et de différents ministères dont le Ministère de l'intérieur

Annexe 1 : Ecouler des productions agricoles contaminées

d) Premiers entraînements en France, dans l'Aube

www.cc-pays-de-gex.fr/assoc/atsr-ri/c_grenoble/conf15.pdf

Association pour les techniques et les Sciences de Radioprotection

22ème Congrès - Grenoble - 6,7, et 8 octobre 2004
"Gestion d'une situation d'urgence radiologique"

ABSTRACT : Résultats du groupe de travail « **Décontamination des sols et chaîne alimentaire** » mis en place par le Préfet de l'Aube en 2002 – 2003

A la demande du Préfet de l'Aube, différents groupes de travail se sont intéressés aux conséquences et à la gestion d'un accident nucléaire fictif sur la centrale de Nogent-sur-Seine. Le groupe « **Décontamination des sols et chaîne alimentaire** », animé par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et composé de représentants de la Direction Départementale des Services Vétérinaires, de la Chambre Départementale d'Agriculture et de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) a analysé les conséquences d'un accident fictif sur l'agriculture locale afin d'élaborer des stratégies de gestion post-accidentelle des productions animales et végétales contaminées et de réhabilitation de l'espace agricole.

Le scénario d'accident a été défini pour que les participants soient confrontés à un large panel de problématiques :

-hypothèse d'une contamination radioactive sur plusieurs dizaines de kilomètres (contamination des départements de l'Aube et de la Marne), le pronostic initial d'évolution possible de l'accident conduisant à organiser la mise à l'abri des populations riveraines sur quelques kilomètres ;

-dépôt composé de radionucléides à vie courte (iode 131) et à vie plus longue (césium 134 et 137) ;

-choix de dates d'accident permettant de considérer les productions animales et végétales dans des situations différentes (grandes cultures quasi à maturité ou sols nus, cheptels au pâturage ou en stabulation).

Les critères décisionnels retenus pour l'appréciation de la contamination des productions agricoles et la délimitation des territoires concernés sont les Niveaux Maximaux Admissibles (NMA) pour la commercialisation des denrées alimentaires issus de la réglementation européenne.

Sur cette base, le calcul de la dispersion des rejets dans l'atmosphère et des transferts aux différentes productions agricoles a permis la visualisation cartographique des zones affectées et le suivi, dans le temps, des niveaux de contamination des différentes productions agricoles. Le croisement de ces informations avec les données agricoles locales a permis d'identifier la nature des produits affectés et d'estimer les quantités concernées.

Les contre-mesures étudiées pour les productions végétales (céréales, oléo-protéagineux, betteraves, pommes de terres et vigne) sont de trois types :

- celles applicables aux cultures présentes au moment du dépôt ;
- celles destinées à limiter la contamination du sol ;
- celles modifiant les transferts « sol-plante ».

Concernant les productions animales, deux types de productions ont été envisagés : la filière «lait» et la filière «viande». Enfin, étant donné le caractère rural de la zone potentiellement touchée par les rejets au cours de l'accident, ces travaux se sont également attachés à étudier les stratégies pour certaines denrées alimentaires non commercialisables, telles que les produits issus de la chasse, de la cueillette ou des jardins privés.

Annexe 2: comment le lobby nucléaire "démontre" qu'il est somme toute possible de bien vivre en zone contaminée

a) Le projet ETHOS en Biélorussie (1996–2001)

www.cepn.asso.fr/fr/ethos.html

Présentation officielle :

Le projet européen ETHOS avait pour but d'améliorer durablement les conditions de vie des habitants des villages dont la vie quotidienne a été fortement affectée par la présence à long terme de contamination radioactive à la suite de l'accident de Tchernobyl. Il s'agissait d'une nouvelle démarche pluridisciplinaire basée sur une implication forte de la population dans l'évaluation et la gestion du risque radiologique en concertation avec les autorités locales, régionales et nationales et des experts biélorusses.

Le projet ETHOS a été mis en œuvre par une équipe de recherche impliquant quatre organismes scientifiques : le Centre d'étude sur l'Évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire – CEPN (radioprotection, économie), l'Institut National d'Agronomie de Paris-Grignon – INAPG (agronomie, gestion patrimoniale), l'Université de Technologie de Compiègne – UTC (communication, sécurité) et le groupe d'étude Mutadis (gestion sociale du risque) qui assurait la coordination scientifique. Dans une première phase (1996-1998), financée par la Commission Européenne, la démarche ETHOS a été mise en œuvre dans le village d'Olmany (District de Stolyn), situé au sud-est de la Biélorussie, à 200 km environ de Tchernobyl.

Des améliorations très significatives des conditions de vie, notamment sur le plan de la protection radiologique et de la qualité des productions agricoles privées, ont été obtenues grâce à une forte implication de la population du village. Le projet a créé les conditions d'une prise en charge de la protection radiologique des enfants par les mères de famille et a permis le développement d'une culture radiologique pratique en lien avec les activités de la vie quotidienne au village. La diffusion de cette culture a été parallèlement réalisée par l'école du village dans le cadre de modules pédagogiques pratiques.

Cette première phase ayant démontré la faisabilité à l'échelle d'un village d'une implication active de la population dans le processus de réhabilitation des conditions de vie, les autorités biélorusses (locales et nationales) ont souhaité que soient étudiées les conditions d'une diffusion de cette démarche basée sur un transfert d'expérience et de méthodologie vers l'administration locale biélorusse opérant dans les territoires contaminés. Au cours de l'année 1999, un nouveau projet a été préparé en collaboration avec les autorités biélorusses pour étendre la démarche ETHOS à l'échelle du district de Stolyn.

La deuxième phase du projet (2000-2001), co-financée par la Commission Européenne, le Ministère Suisse des Affaires Étrangères, l'Institut de Protection et de Sécurité Nucléaire, l'association Sol et Civilisation, ainsi qu'Electricité de France et COGEMA, s'est déroulée dans 5 villages du District de Stolyn (90 000 habitants) en coopération avec des instituts scientifiques biélorusses : le Centre Régional de Pinsk pour la Recherche sur la Réhabilitation Radiologique, l'Institut de Recherche Biélorusse en Science des Sols et en Agrochimie et l'Université de Brest. (...)

Le projet ETHOS s'est achevée par l'organisation d'un Séminaire International les 15 et 16 novembre 2001 à Stolyn en présence des autorités nationales biélorusses et de nombreuses organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales. Les objectifs du séminaire étaient de présenter les résultats du projet et de discuter les enjeux d'une réhabilitation durable des territoires contaminés et de la prise en charge des problèmes sanitaires qui restent une préoccupation majeure de la population.

En effet le projet a montré que la protection radiologique est un objectif qui ne peut être atteint isolément des autres dimensions d'une amélioration globale des conditions de vie des territoires qui sont affectés par une forte crise économique. La qualité radiologique n'a de sens que dans un contexte de redéploiement de la qualité de vie et de prise en charge de la santé.

Les 150 participants du Séminaire ont adopté une déclaration qui recommande aux organisations internationales de poursuivre la coopération avec les autorités locales et nationales et les instituts scientifiques biélorusses dans le cadre de nouveaux projets visant à favoriser le développement économique durable et la réhabilitation radiologique des territoires contaminés et tenant compte de l'expérience du Projet ETHOS.

Annexe 2 : Comment le lobby nucléaire "démontre" qu'il est Somme toute possible de bien vivre en zone contaminée

b) Le projet CORE en Biélorussie

b1) La propagande :

CORE : coopérer pour réhabiliter et améliorer les conditions de vie dans les territoires contaminés

« Le programme CORE s'inscrit dans la continuité du projet ETHOS qui, reposant sur une démarche pluridisciplinaire et participative, a permis d'améliorer la situation radiologique d'un, puis de cinq villages du district de Stolyn. Il repose sur une déclaration de principe qui souligne la nécessité d'une prise en charge globale du problème de la contamination et fixe comme objectif d'améliorer durablement les conditions de vie des habitants de 4 districts : Stolyn, Tchetchersk, Slavgorod et Braguin.

En janvier 2004, 23 parties prenantes, institutions, autorités, organisations non gouvernementales, avaient approuvé cette déclaration, autorisant pour la première fois la mise en place d'une gouvernance locale, nationale et internationale pour la réhabilitation des conditions de vie. » (www.patrimsf.org/brochure%20CORE.pdf)

b2) la réalité de CORE :

Extrait d'un texte de Wladimir Tchertkoff, secrétaire de l'Association "Les enfants de Tchernobyl-Belarus" - 18 juin 2003

« Que veut dire concrètement REHABILITATION d'un territoire imbibé de césium137 ? Quelle peut être la liberté de CHOIX alors qu'on est contraint de continuer à vivre dans un tel territoire ? Choix entre quoi et quoi ? Les choix concrets de "réhabilitation", effectués par CORE et financés par les contribuables européens, ne constituent-ils pas une prédétermination et un conditionnement en amont des choix de la population ?

En 1998, ETHOS publie un album poétique de photos en couleurs sur papier glacé, montrant des paysans intemporels aux prises avec un "monde nouveau". Sa publication de propagande se termine par cette phrase : *"...vivre sous Tchernobyl, c'est réapprendre à vivre, à vivre autrement, intégrer au quotidien la présence de la radioactivité comme composante nouvelle de l'existence..."*.

En 1958, l'OMS écrivait déjà que : *"... du point de vue de la santé mentale, la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude..."* [Rapport Oms N°151, 1958]

En effet, la censure des travaux scientifiques de la Faculté de médecine de Gomel, dirigée par le Recteur Bandazhevsky et de l'Institut indépendant "Belrad" du Professeur Nesterenko, alliée à cette gestion virtuelle des conséquences de "l'accident", financée par l'Union Européenne, garantit "l'ignorance et l'incertitude" dans un monde nouveau, c'est à dire un monde auquel on est condamné, auquel on devra "s'accommoder"... »

Annexe 2 : Comment le lobby nucléaire "démontre" qu'il est somme toute possible de bien vivre en zone contaminée

c) le programme SAGE : application à l'Europe de l'Ouest en cas de catastrophe

Présentation officielle - www.ec-sage.net/D03_01.pdf

SAGE - Stratégies pour le développement d'une culture de protection radiologique pratique en Europe en cas de contamination radioactive à long terme suite à un accident nucléaire

Introduction - Le projet ETHOS en Biélorussie (1996-2001) [1], soutenu par la Commission Européenne, a montré que la capacité de la population et des professionnels locaux à s'impliquer dans la gestion quotidienne des problèmes soulevés par la contamination radioactive de l'environnement, était une condition nécessaire dans le processus de réhabilitation et de redéploiement, à long terme, des territoires affectés. (...)

Le concept de « *culture de protection radiologique pratique* » repose d'une part, sur quelques savoirs élémentaires concernant les différents mécanismes à travers lesquels les personnes se trouvent exposées à une contamination de l'environnement et, d'autre part, sur un accès direct à des moyens pratiques de mesure de la contamination des produits alimentaires et du corps humain.

Cela nécessite la mise en place d'une infrastructure spécifique de moyens de mesure et de diffusion de « l'information radiologique », en lien direct avec le système de santé et d'éducation. Pour être fiable et crédible au sein de la population, et reconnue légitime aux niveaux local, national et international, cette infrastructure doit s'appuyer sur une expertise pluraliste, à travers une contribution complémentaire d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

Le projet SAGE - A l'issue du Projet ETHOS, la Commission Européenne a reconnu l'intérêt d'engager une réflexion sur les conditions et les moyens d'application de la démarche pour l'Europe occidentale et, à cette fin, soutient le projet SAGE. Ce dernier vise à élaborer un cadre stratégique pour le développement d'une culture de protection radiologique pratique en cas de contamination radioactive à long terme, aussi faible soit elle, suite à un accident nucléaire ou tout autre événement ayant entraîné une dispersion de radioactivité dans l'environnement.

Ce projet constitue une plate-forme d'échange et de réflexion dans le domaine du suivi de la situation radiologique d'une population devant vivre dans un territoire contaminé durablement. Démarré en novembre 2002 pour une durée de deux ans et demi, il est coordonné par le Centre d'étude sur l'Evaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire – CEPN.

Il réunit en outre deux instituts d'Europe occidentale : le « *Forschungszentrum für Umwelt und Gesundheit* » - GSF en Allemagne et le « *National Radiological Protection Board* » - NRPB au Royaume Uni, ainsi que deux instituts biélorusses : le « *Brest Branch of the Research Institute of Radiology* » - BB RIR et le « *Belarussian Institute of Radiation Safety* » BELRAD. L'Institut de radioprotection et sûreté nucléaire - IRSN - (France) et le Comité Tchernobyl (Biélorussie) ont exprimé leur volonté de s'engager dans le projet.

Un guide à l'usage des professionnels de la santé - Concrètement, l'objectif du projet SAGE est de réaliser un guide pratique destiné en premier lieu aux professionnels de la santé susceptibles d'être sollicités en cas de situation post-accidentelle. (...) Une synthèse de l'expérience acquise dans ce domaine au cours des 17 années qui ont suivi l'accident de Tchernobyl, notamment en ce qui concerne l'implication de la population et des professionnels locaux dans la gestion, au quotidien, de la situation radiologique dans les territoires contaminés, est réalisée. Ces synthèses serviront à l'élaboration d'une version préliminaire du guide, présentant les principes généraux d'un système opérationnel de mesure radiologique et d'information des professionnels de la santé et de la population. (...)

Références - [1] HERIARD DUBREUIL G. et al, *The ETHOS project in Belarus, Rapport final, 2000.*
[2] Site CEPN - www.cepn.asso.fr

Annexe 3 - Le CEPN : Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire

Présentation officielle sur www.cepn.asso.fr/fr/present.html :

"Le CEPN est une association à but non lucratif créée en 1976 pour constituer un pôle de recherche et d'études dans les domaines de l'évaluation des risques pour la santé et l'environnement associés au cycle électronucléaire et l'optimisation de la protection radiologique."

Les membres actuels du CEPN sont au nombre de quatre :

- **Electricité de France (EDF),**
- **Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN)**
- **Commissariat à l'Energie Atomique (CEA)**
- **Compagnie Générales des Matières Nucléaires (COGEMA)**

Conseil d'Administration du CEPN :

Président : D. Quéniart (IRSN)

Vice-Président : H. Bernard (CEA)

Secrétaire : A. Sugier (IRSN)*

Trésorier : Y. Garcier (EDF)

Placé sous la direction de Jacques Lochard, le Groupe de Recherche est composé essentiellement d'économistes, d'ingénieurs et de physiciens. Il accueille régulièrement des stagiaires étudiants et des thésards. L'effectif est toujours resté de l'ordre d'une vingtaine de personnes.

Implication des acteurs dans la gouvernance du risque radiologique - Principales études 2002 – 2003 :

- Contribution au développement de recommandations pratiques pour la protection radiologique des populations de sites et de territoires contaminés (IRSN). L'objectif de cette étude est de tirer les enseignements du projet EHTOS sur le plan de la radioprotection pratique. Il vise à proposer les bases pour le développement d'un dispositif de mesure de la radioactivité et d'une culture radiologique pratique pour les populations vivant dans un environnement durablement contaminé.
- Participation au réseau européen sur la gouvernance des activités à risques : TRUSTNET (Commission Européenne - DG-Recherche)
- Analyse comparative des modes de gouvernance des rejets radioactifs et chimiques des installations industrielles - RISKGOV (Commission Européenne - DG-Recherche)
- Projet européen SAGE : développement de procédures pratiques en cas de contamination radioactive durable de l'environnement après un accident nucléaire (Commission Européenne)
- Projet CORE : coopération pour la réhabilitation durable de la qualité de vie pour les habitants des territoires contaminés par l'accident de Tchernobyl (Ministère des Affaires Etrangères)

* Mme Annie Sugier est aussi présidente du Groupe Radioécologie Nord Cotentin (GRNC)